L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.

BUREAUX : Rue de Chartres, No 73. NOUVELLE-ORLEANS DIMANCHE MATIN, 4 OCTOBRE 1874. 48me Année.

DUFOUR & LIMBE,
PROPRIÉTAIRES-ÉDITEURS.

NOUVELLE-ORLEANS.
DIMANCHE MATIN, 4 OCTOBRE.

VENTES A L'ENCAN DE DEMAIN LUNDI.

Par Placide J. Spear, au No 46 Passage de la Bourse—chemises, caleçons, bretelles.

Par Hoffman, Marks & Co., au No 81 rue de Chartres, un premier—habillements, chaussons, mailles, etc.

Par M. W. Newman, au No 61 de la rue de la Douane—bottes, souliers et brodequins.

Une—chemises de toile.—Voyez à la colonne des ventes l'annonce de M. Placide J. Spear, encanteur, relative à des chemises de toile de Chartres qui doivent être vendues lundi, 5 octobre, à 10 heures du matin, Passage de la Bourse, No 41.

SPECTACLES.

Dimanche, 4 octobre 1874.

ACADÉMIE.—La grande troupe des Ménestrels Haverly.

Les réformes.

Nous sommes arrivés à un moment de détresse si générale et la souffrance pour tous, moins les salariés de l'Etat, est si grande, qu'on se demande en vain d'où nous lient, si les réformes dont on a parlé tant de fois en vain, sont encore possibles avec quelque chance de succès. On se demande, à supposer qu'elles se fassent, si elles ne viendront pas trop tard pour que la population puisse échapper à une ruine totale et pour que l'Etat et la ville puissent encore espérer de conserver les habitants qui leur restent.

Il y a des gens, nous le savons bien, qui se cramponnent aux choses qui leur ont valu une existence comparativement facile et qui repoussent tout changement de nature à nuire à cette existence. Mais ces gens là ont une courte cervelle ; ils ne comprennent pas que leur résistance aggrave le mal, que plus les réformes seront retardées, plus elles devront être radicales, et qu'alors ils en souffriront eux-mêmes davantage. Les réformes, en effet, ne peuvent s'accomplir au détriment de ceux qui n'ont plus rien ou qui touchent à une extrémité. Ceux-là ont été assez longtemps victimes pour qu'enfin la trouvent quelque soulagement dans la logique forcée des événements. Il faut qu'on le sache bien ! Un Etat ne peut vivre éternellement de la prospérité de quelques-uns et de la misère du plus grand nombre, et quand nous voyons des hommes d'argent, et réputés habiles, s'opposer à des changements commandés non moulement par la nécessité mais encore par la justice, nous prenons ces hommes là en pitié plutôt qu'en haine, attendu qu'ils n'entrevoient pas, en voulant maintenir le *statu quo* où ils ont trouvé le bien être, les infortunes qui s'y préparent.

En ce qui concerne la Louisiane et d'autres Etats du Sud, par exemple, n'est-il pas mieux vaut s'arrêter, y a-t-il encore sur la pente du mal que de glisser de haut en bas pour arriver à un point d'où l'on ne pourra sortir que par des catastrophes encore plus grandes que celles qui nous y ont précipités ? Nous avons parcouru six ou sept ans la carrière la plus scabreuse du monde, et à chaque pas nous avons versé ; ce n'est pas en continuant à la suivre que nous atteindrons le salut. Maintenant, si pour nous sauver, on tout au moins pour nous maintenir l'existence, nous avons à ajouter des ruines à celles où tant de gens ont succombé déjà, à qui la faute ? Certes, ce n'est pas la faute de ceux qui ont souffert et dont la détresse pendant si longtemps, n'a éveillé ni intérêt ni sympathie.

Aujourd'hui la situation est si critique, le mal est si grand, que nous hésitons nous même à faire les remèdes qu'il faut y appliquer, non que nous les ignorions, nos lecteurs savent que, s'il y a eu ignorance, aveuglement ou entêtement quelque part, rien de cela ne peut nous être imputé, mais bien parceque ces remèdes doivent être héroïques et qu'ils frapperont des intérêts qu'on croyaient jusqu'ici à l'abri de tout danger.

Aussi, sans reproduire pour le moment un programme de réformes, qui a toujours été à la tête et que nous n'avons cessé de développer dans ces colonnes, nous emprunterons, pour ainsi dire, à la voix publique l'indication des moyens qui, mis honnêtement et résolument en pratique, contribueraient sérieusement au salut de la ville et de l'Etat, ou qui améliorerait du moins leur situation d'une manière assez profonde pour rendre à chaque habitant un peu d'espoir dans l'avenir.

Cette voix publique dit tout d'abord que les rouages administratifs de la ville et de l'Etat doivent être simplifiés et qu'il faut épurer les deux gouvernements de tout ce qui leur est inutile. C'est en effet ce qui leur est le plus inutile qui est aussi le plus impur. Les sinécuristes et les coureurs de places ne sont pas d'ordinaire fort délicats, et le parti radical pour *se faire des soutiens*, n'hésite ni modéré ni délicat lui-même dans le choix de ses créatures. Des hommes très au courant de la situation des choses et connaissant parfaitement le personnel attaché aux divers départements, nous assurent que ce personnel est le double au moins de ce qu'il devrait être pour faire un gouvernement économique, soit pour la ville soit pour l'Etat. Il faut donc en premier lieu et de toute nécessité dégonfler ce personnel ou considérablement le réduire.

Il faut aussi, comme conséquence logique, réduire les salaires des officiers publics et mettre fin aux salaires qui, par rapport avec les revenus des contribuables. Il est souverainement absurde de gorger de biens les serviteurs du peuple quand le peuple meurt de faim, et d'abriter les administrateurs, quand les administrés sont dans la détresse. Avant la guerre, deux millions, faisaient amplement les frais des deux gouvernements, aujourd'hui six millions ne suffisent pas. Le nombre des places salariées doit donc être réduit au nombre strictement nécessaire à l'expédition des affaires.

En vertu de ce principe, les deux bureaux d'assesseurs pour l'Etat, pour la ville ou pour les paroisses, doivent être consolidés en un seul et nous devons traiter de la même manière la perception des deniers publics. Tous les officiers du Trésor doivent avoir un traitement fixe proportionné au service qu'il rendent et rien au-delà. Les traitements de tous les autres officiers, fonctionnaires et employés, dans tous les départements, seront aussi fixés de la même manière. En fait d'administration publique, le mot de commission doit être aboli.

Les greffiers de cours, les shérifs, les conservateurs des hypothèques et les officiers préposés au bureau des aliénations, autrement dit à l'encan, gaspillent ces actes publics, recevront un traitement déterminé et fixe. Cette réforme accomplie sera le plus terrible coup porté à la corruption électorale.

La voix publique se prononce énergiquement aussi pour une large réduction des dettes de ville et d'Etat et pour la radiation complète de toutes les dettes frauduleuses ou illégales. Nous avons traité si souvent cette question que l'énoncer seulement c'est la résoudre. Il faut sur ce point une amputation radicale, car notre avenir en dépend. On peut dire que c'est une question de vie ou de mort pour nous. Il faut toutefois que l'opération se fasse d'une manière juste et consciencieuse.

Les contrats et les dettes de tout genre pour l'Etat et pour la ville devront ne jamais dépasser le montant des taxes de l'année courante.

La voix publique se prononce encore pour la limitation des dettes et des taxes de tout genre, pour la suppression des taxes spéciales que qu'on puisse être le but et l'objet, et pour l'acceptation, en payement de taxes, de tous ordres ou certificats de dette délivrés au nom de la ville, de l'Etat ou des paroisses.

Il sera interdit désormais aux Législatures de voter des taxes pour travaux publics, toutes les travaux publics devront être payés comptant sur les revenus certains de l'année courante.

Quant au recouvrement des taxes, il devra être assuré par des moyens moins inexorables que les moyens employés aujourd'hui, et si les taxes sont modérées, la difficulté d'en percevoir le montant sera presque annulée.

Une loi sévère contre la corruption des fonctionnaires et employés est devenue une nécessité de premier ordre.

Ce programme n'a pas la prétention de comprendre toutes les réformes nécessaires, mais seulement les principales. Ainsi il passe sous silence une loi de garantie contre les assessments exagérés ou frauduleux ; il omet le rappel de toutes les lois de monopole qui ont contribué si puissamment à l'état de crise et de banqueroute où la communauté tout entière se trouve réduite, ainsi que le rappel des lois sur la police ; il ne dit rien des Ecoles publiques dont le budget, toujours plus dispendieux et plus exigeant, suffirait à lui seul, si l'on n'y mettait ordre pour dévorer nos plus précieuses ressources ; il se tait sur la nécessité d'enlever à la ville le revenu de son port pour ravitailler le commerce et attirer la marine marchande en la libérant des droits qui pèsent sur elle aussitôt qu'elle approche dans nos eaux ; il ne parle pas non plus de la nécessité de soulager l'industrie en supprimant l'impôt des licences, impôt qui a fait autant de mal à la propriété foncière de la ville que s'il eut frappé directement cette propriété elle-même ; il laisse pour ainsi dire en dehors la question des garanties générales pour l'avenir et beaucoup d'autres choses sur les quelles nous nous réservons d'appeler incessamment l'attention des candidats à la prochaine Législature.

Mais cette série de réformes comprend deux points capitaux et qui méritent la considération la plus sérieuse et la plus immédiate. Le premier est relatif à la suppression de toutes les sinécures officielles et à la réduction des traitements et des salaires proportionnellement aux revenus actuels des contribuables, et le second concerne la réduction des dettes et la radiation complète des dettes frauduleuses ou illégales de la ville et de l'Etat. Les créances légitimes et honnêtes ne couvent aucun danger.

La Convention de paroisse.

La Convention de paroisse qui doit s'assembler demain, a une bien grave responsabilité. Elle est appelée à continuer, dans le champ pacifique de l'élection, l'œuvre de régénération et d'affranchissement commencée sur le champ de bataille du 14 septembre, par le général F. N. Ogden et les valeureux citoyens qui l'ont assisté.

Nous espérons que la Convention adoptera un programme de réformes, analogue à celui que nous publions dans ce numéro, et que ce programme servira de pierre de touche aux candidatures.

Des choix que fera la Convention dépendra en grande partie le succès de la lutte électorale.

Si les choix sont mauvais, ils ne seront pas ratifiés par les électeurs ; de nouveaux candidatures surgiront peut être et la division se mettant dans les rangs des conservateurs, profiteri aux radicaux.

Si les choix sont bons, au contraire, il y a lieu de croire que tous les électeurs apporteront à les soutenir une unité d'action et un zèle qui assureront un triomphe éclatant au scrutin de novembre.

Les choix les plus importants sont ceux des législateurs, qui recevront la mission de réparer tout le mal fait par six années d'un régime corrupteur et spoliateur. Nous attachons aussi une grande importance au choix du maire et des administrateurs de ville, car l'initiative et le concours de l'administration municipale seront indispensables pour la réalisation des réformes et pour la réduction des charges énormes imposées aux contribuables de la Nouvelle-Orléans.

Quant aux shérifiats et autres places lucratives, il faut que les candidats soient avisés de la réduction inévitable des émoluments jusqu'ici exorbitants de ces emplois, soit à un taux raisonnable soit à un salaire fixe. Peut-être cette certitude réduira-t-elle le nombre des aspirants ?

Nous attendrons la Convention à l'œuvre avec l'espoir qu'elle saura se montrer à la hauteur de son rôle et qu'elle n'hésitera en rien, par ses actes et par ses choix, la haute renommée de patriotisme et de sagesse que viennent de valoir à notre population, la courageuse initiative et la bravoure des patriotes qui ont conquis pour la Louisiane la liberté électorale dont on voulait la priver.

ACADÉMIE DE MUSIQUE. — Encore un soir et les minstrels de Haverley feront leurs adieux au public de la Nouvelle-Orléans.

Nous avons dit déjà tout le bien que nous pensions de la troupe qui égale celle de Cal Wagner. Beaucoup de nos lecteurs d'ailleurs en ont jugé par eux-mêmes.

L'affiche du théâtre annonce pour lundi soir le début aux nôtre scène de la troupe de variétés transatlantique de Schuman, qui nous vient recommandée chaleureusement par la presse américaine.

Nous ne doutons pas de son mérite, surtout après ce que nous en a dit M. Maurice Ruden, son excellent agent qui l'a devancée de quelques jours.

Cette troupe a été composée principalement en Europe et comprend des artistes d'un mérite réel.—Il y en a de tous les genres.

On nous parle d'un homme-prodige, le signor Carlo Benedetti, qui avale des sabres, etc., avec la plus grande facilité, d'un M. Herr Schultze, qui a le don de changer de physionomie à sa guise et d'un artiste sans bras qui joue du violon avec ses pieds.

Nous nous préparons donc à voir des merveilles.

CARTE DE LA BATAILLE AVEC VERSION FRANÇAISE.—Une seconde édition de la carte de la bataille du 14 septembre 1874 par le colonel Hardie, revue et complétée, est en vente dans nos bureaux avec un supplément contenant la version en français de l'historique de la bataille.

Cette nouvelle édition est coloriée avec cinq couleurs fines et elle sera vendue sans supplément au prix de 25 cents.

SOUSCRIPTION
AU PROFIT

Des familles des très et des blessés, qui sont tombés en combattant pour la cause du peuple de la Louisiane.

COMITÉS DE SECOURS.

Jérôme Meunier, Président, E. Merilh Trésorier, Emile Carrière, Secrétaire.

Membres : MM. F. Lisnet, Elie Bougère, Oscar Forstall, E. Sabry, E. Montcuc, capitaine John Glynn, James Boyce.

Montant des listes déjà publiées.....	$1,936 30
N. Kautz.....	$5 00
M. Valadé, de Washington paroisse St-Landry.....	10 00

Les membres du comité de secours sont invités à se réunir Dimanche, à onze heures, au bureau de l'*Abeille*.

39.

Les personnes qui sont sujettes aux influences du mauvais air et de l'eau malsaine, aux inconvénients d'une vie extérieure et aux changements subite de la température, devraient agir sur la défensive en donnant à leurs constitutions le pouvoir de résister à de telles influences. Les effets fort flatteurs des sirops de Hostetter sur le système sont simplement étonnant. Des milliers de gens qui se sentaient comme un prévenait pour notre fabrique de cercueils, se portent aujourd'hui à merveille. Ces sirops ne sont pas un breuvage fort délicat, ce ne sont pas un stimulant radical qui délient lui-même dans le choc de ses créatures. Des hommes très au courant de la situation des choses et connaissant parfaitement le personnel attaché aux divers départements, nous assurent que ce personnel est le double au moins de ce qu'il devrait être pour faire un gouvernement économique, soit pour la ville soit pour l'Etat. Il faut donc en premier lieu et de toute nécessité dégonfler ce personnel ou considérablement le réduire.

Il faut aussi, comme conséquence logique, réduire les salaires des officiers publics et mettre fin aux salaires qui, par rapport avec les revenus des contribuables. Il est souverainement absurde de gorger de biens les serviteurs du peuple quand le peuple meurt de faim, et d'abrichir les administrateurs, quand les administrés sont dans la détresse. Avant la guerre, deux millions, faisaient amplement les frais des deux gouvernements, aujourd'hui six millions ne suffisent pas. Le nombre des places salariées doit donc être réduit au nombre strictement nécessaire à l'expédition des affaires.

En vertu de ce principe, les deux bureaux d'assesseurs pour l'Etat, pour la ville ou pour les paroisses, doivent être consolidés en un seul et nous devons traiter de la même manière la perception des deniers publics. Tous les officiers du Trésor doivent avoir un traitement fixe proportionné au service qu'il rendent et rien au-delà. Les traitements de tous les autres officiers, fonctionnaires et employés, dans tous les départements, seront aussi fixés de la même manière. En fait d'administration publique, le mot de commission doit être aboli.

Les greffiers de cours, les shérifs, les conservateurs des hypothèques et les officiers préposés au bureau des aliénations, autrement dit à l'encan, gaspillent ces actes publics, recevront un traitement déterminé et fixe. Cette réforme accomplie sera le plus terrible coup porté à la corruption électorale.

La voix publique se prononce énergiquement aussi pour une large réduction des dettes de ville et d'Etat et pour la radiation complète de toutes les dettes frauduleuses ou illégales. Nous avons traité si souvent cette question que l'énoncer seulement c'est la résoudre. Il faut sur ce point une amputation radicale, car notre avenir en dépend. On peut dire que c'est une question de vie ou de mort pour nous. Il faut toutefois que l'opération se fasse d'une manière juste et consciencieuse.

Les contrats et les dettes de tout genre pour l'Etat et pour la ville devront ne jamais dépasser le montant des taxes de l'année courante.

La voix publique se prononce encore pour la limitation des dettes et des taxes de tout genre, pour la suppression des taxes spéciales que qu'on puisse être le but et l'objet, et pour l'acceptation, en payement de taxes, de tous ordres ou certificats de dette délivrés au nom de la ville, de l'Etat ou des paroisses.

Il sera interdit désormais aux Législatures de voter des taxes pour travaux publics, toutes les travaux publics devront être payés comptant sur les revenus certains de l'année courante.

Quant au recouvrement des taxes, il devra être assuré par des moyens moins inexorables que les moyens employés aujourd'hui, et si les taxes sont modérées, la difficulté d'en percevoir le montant sera presque annulée.

Une loi sévère contre la corruption des fonctionnaires et employés est devenue une nécessité de premier ordre.

Ce programme n'a pas la prétention de comprendre toutes les réformes nécessaires, mais seulement les principales. Ainsi il passe sous silence une loi de garantie contre les assessments exagérés ou frauduleux ; il omet le rappel de toutes les lois de monopole qui ont contribué si puissamment à l'état de crise et de banqueroute où la communauté tout entière se trouve réduite, ainsi que le rappel des lois sur la police ; il ne dit rien des Ecoles publiques dont le budget, toujours plus dispendieux et plus exigeant, suffirait à lui seul, si l'on n'y mettait ordre pour dévorer nos plus précieuses ressources ; il se tait sur la nécessité d'enlever à la ville le revenu de son port pour ravitailler le commerce et attirer la marine marchande en la libérant des droits qui pèsent sur elle aussitôt qu'elle approche dans nos eaux ; il ne parle pas non plus de la nécessité de soulager l'industrie en supprimant l'impôt des licences, impôt qui a fait autant de mal à la propriété foncière de la ville que s'il eut frappé directement cette propriété elle-même ; il laisse pour ainsi dire en dehors la question des garanties générales pour l'avenir et beaucoup d'autres choses sur les quelles nous nous réservons d'appeler incessamment l'attention des candidats à la prochaine Législature.

Mais cette série de réformes comprend deux points capitaux et qui méritent la considération la plus sérieuse et la plus immédiate. Le premier est relatif à la suppression de toutes les sinécures officielles et à la réduction des traitements et des salaires proportionnellement aux revenus actuels des contribuables, et le second concerne la réduction des dettes et la radiation complète des dettes frauduleuses ou illégales de la ville et de l'Etat. Les créances légitimes et honnêtes ne couvent aucun danger.

La Convention de paroisse.

La Convention de paroisse qui doit s'assembler demain, a une bien grave responsabilité. Elle est appelée à continuer, dans le champ pacifique de l'élection, l'œuvre de régénération et d'affranchissement commencée sur le champ de bataille du 14 septembre, par le général F. N. Ogden et les valeureux citoyens qui l'ont assisté.

Nous espérons que la Convention adoptera un programme de réformes, analogue à celui que nous publions dans ce numéro, et que ce programme servira de pierre de touche aux candidatures.

Des choix que fera la Convention dépendra en grande partie le succès de la lutte électorale.

Si les choix sont mauvais, ils ne seront pas ratifiés par les électeurs ; de nouveaux candidatures surgiront peut être et la division se mettant dans les rangs des conservateurs, profiteri aux radicaux.

Si les choix sont bons, au contraire, il y a lieu de croire que tous les électeurs apporteront à les soutenir une unité d'action et un zèle qui assureront un triomphe éclatant au scrutin de novembre.

Les choix les plus importants sont ceux des législateurs, qui recevront la mission de réparer tout le mal fait par six années d'un régime corrupteur et spoliateur. Nous attachons aussi une grande importance au choix du maire et des administrateurs de ville, car l'initiative et le concours de l'administration municipale seront indispensables pour la réalisation des réformes et pour la réduction des charges énormes imposées aux contribuables de la Nouvelle-Orléans.

Quant aux shérifiats et autres places lucratives, il faut que les candidats soient avisés de la réduction inévitable des émoluments jusqu'ici exorbitants de ces emplois, soit à un taux raisonnable soit à un salaire fixe. Peut-être cette certitude réduira-t-elle le nombre des aspirants ?

Nous attendrons la Convention à l'œuvre avec l'espoir qu'elle saura se montrer à la hauteur de son rôle et qu'elle n'hésitera en rien, par ses actes et par ses choix, la haute renommée de patriotisme et de sagesse que viennent de valoir à notre population, la courageuse initiative et la bravoure des patriotes qui ont conquis pour la Louisiane la liberté électorale dont on voulait la priver.

LES RUCHES DE LA LOUISIANE AU PEUPLE.

La vendredi, 2 octobre, à une réunion du conseil exécutif et du conseil législatif des Ruches, l'adresse suivante a été adoptée à l'unanimité :

M. H. WARD,
Secrétaire du conseil exécutif.

Nous faisons partie d'une nation qui, depuis nombre d'années, est en proie à une misère toujours croissante. Nous avons vu notre commerce languir, notre agriculture végéter, notre industrie languissante, nos finances en désordre, nos taxes écrasantes, nos propriétés diminuer de valeur, nos manufactures s'arrêter, nos ateliers se fermer, nos banques suspendre leurs payements, nos chemins de fer, nos bateaux à vapeur ou un vol qui inventaient au développement de ressources agricoles et industrielles. Et, pour comble de malheur, la Louisiane, des cours d'eau navigables qui donnent accès dans toutes les parties de son immense territoire, se trouve presque abandonnée par le commerce qui, autrefois, la traversait en tous sens.

Et cependant, le gouvernement de nos divers gouvernements ne présentions-nous pas ! Notre agriculture ne serait-elle pas la richesse de l'Etat, s'étendant sur des terres, se dirigeant vers les marchés du monde, et ramenant dans nos villes et dans nos campagnes la prospérité et l'abondance ? Nos citoyens sont admirablement, heureusement situés ; ils ne sont d'aucune entrave ; notre commerce, soutenu par l'agriculture, devrait être florissant ; notre industrie, soutenue par le commerce, devrait être florissante ; notre crédit, soutenu par l'agriculture et le commerce, devrait être florissant